



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8840<sup>e</sup>** séance

Lundi 23 août 2021, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Tirumurti. . . . . (Inde)

*Membres :*

Chine . . . . .	M. Geng Shuang
Estonie . . . . .	M. Lipand
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
Fédération de Russie. . . . .	M <sup>me</sup> Evstigneeva
France. . . . .	M <sup>me</sup> Broadhurst Estival
Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
Kenya . . . . .	M. Kiboino
Mexique . . . . .	M <sup>me</sup> Buenrostro Massieu
Niger. . . . .	M. Aougi
Norvège . . . . .	M. Kvalheim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki
Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> King
Tunisie . . . . .	M. Ladeb
Viet Nam . . . . .	M. Dang

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Mohamed Khaled Khiari, Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et au Département des opérations de paix ; M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence au Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; et M<sup>me</sup> Henrietta Fore, Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Khiari.

**M. Khiari** (*parle en anglais*) : Il m'est agréable de me joindre à vous aujourd'hui, Monsieur le Président, pour présenter au Conseil de sécurité un exposé sur l'évolution de la situation au Yémen.

Malheureusement, depuis la dernière séance du Conseil consacrée au Yémen (voir S/PV.8797), aucun nouveau progrès n'a été enregistré dans le cadre des efforts déployés par l'ONU pour parvenir à un accord fondé sur le plan en quatre points présenté aux parties, qui comprend un cessez-le-feu à l'échelle nationale, la réouverture de l'aéroport de Sanaa, l'assouplissement des restrictions imposées à l'acheminement de carburant et d'autres marchandises par le port de Hodeïda, et la reprise des négociations politiques directes entre les parties yéménites.

Les houthistes ont continué à conditionner la reprise de leur participation au processus politique à l'ouverture des ports de Hodeïda et de l'aéroport de Sanaa, ainsi qu'à la fin de ce qu'ils appellent « l'agression et l'occupation ». À l'occasion de l'Eïd al-Adha, le responsable du Conseil politique suprême houthiste a réaffirmé cette position.

Les négociations sur l'Accord de Riyad menées sous l'égide de l'Arabie saoudite, qui mettaient l'accent sur le retour du Premier Ministre et d'autres Ministres à Aden, n'ont pas repris après la pause marquée à l'occasion de l'Eïd en juillet. Aucune date n'a été fixée pour le redémarrage de ces efforts. Des avancées rapides dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad s'imposent d'urgence pour apaiser les tensions dans le sud, d'autant plus que la situation en matière de sécurité à Aden et dans les provinces méridionales continue de se détériorer. La situation est aggravée par les problèmes incessants qui entravent la fourniture des services de base, notamment l'approvisionnement en électricité, malgré les subventions de carburant accordées par l'Arabie saoudite. Cela s'est accompagné de nouvelles manifestations et de mouvements de grève à Aden et dans d'autres régions des provinces méridionales. Toutes les parties prenantes doivent coopérer pour éviter une nouvelle escalade.

Les activités militaires au Yémen continuent d'évoluer en dents de scie. Des combats sporadiques ont été observés à Jaouf et à Taëz, mais Mareb semble toujours être la principale cible stratégique. À Beïda, au sud de Mareb, les gains initiaux réalisés par les forces yéménites avec l'appui de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite ont été réduits à néant par les houthistes, qui ont poursuivi leur avancée vers le nord, autour de la frontière entre les provinces de Mareb et de Chaboua. Les fluctuations continues de la situation militaire ont aggravé la menace qui pèse sur les principales artères menant à Mareb. À la lumière de ce qui précède, nous demandons de nouveau à toutes les parties de renoncer complètement et immédiatement à toute tentative de conquérir de nouveaux territoires par la force.

Après une brève accalmie dans les attaques transfrontières par missile balistique et par drone contre le sud de l'Arabie saoudite, les infrastructures terrestres et maritimes de cette région ont de nouveau été visées ces dernières semaines. Nous continuons d'entendre parler de frappes aériennes effectuées par la Coalition.

La situation économique difficile est palpable dans tout le pays. La valeur du rial yéménite dans les zones contrôlées par le Gouvernement continue de baisser, et elle a atteint un plancher record de 1 000 rials pour 1 dollar. La différence de taux de change entre Sanaa et Aden a également augmenté pour atteindre environ 400 rials. Le Conseil de transition du Sud a récemment menacé d'imposer un taux de change local indépendant à Aden et dans d'autres régions qu'il

contrôle dans le sud du Yémen – une situation qui risque de compliquer davantage les efforts menés en vue d'une relance économique cohérente. Les houthistes et les membres du secteur privé s'opposent également à ce que le Gouvernement augmente de 250 à 500 rials les droits de douane en dollars pour les importations.

Enfin, je souhaite aborder la question préoccupante de l'approvisionnement en pétrole, qui continue d'empirer, en particulier dans les zones contrôlées par les houthistes. Seuls trois pétroliers commerciaux ont reçu l'autorisation d'entrer dans le port de Hodeïda depuis début juillet. Quatre pétroliers restent dans la zone d'attente de la coalition. À une exception près, toutes les stations-service de la Yemen Petroleum Company dans les provinces contrôlées par les houthistes auraient fermé. La Yemen Gas Company a indiqué que les pénuries de gaz de cuisine sont de plus en plus graves, le temps d'attente étant estimé à environ un mois pour remplir des bonbonnes vides. Cela a fait monter en flèche les prix sur le marché parallèle. Nous appelons de nouveau le Gouvernement yéménite à autoriser d'urgence l'entrée de toutes les fournitures commerciales essentielles – y compris les pétroliers – à Hodeïda sans plus attendre. Toutes les parties doivent mettre l'accent sur les besoins des civils et s'abstenir de militariser l'économie, en particulier à la lumière de la situation humanitaire critique dans le pays.

La nomination de M. Grundberg en tant que nouvel Envoyé spécial pour le Yémen offre la possibilité de faire fond sur les efforts considérables déployés par Martin Griffiths en sa qualité d'Envoyé ; d'évaluer l'approche de médiation globale ; et de mettre l'accent sur l'élimination des obstacles qui se dressent toujours devant nous. À cet égard, il est impératif de relancer un processus politique inclusif dirigé par les Yéménites afin de parvenir à un règlement négocié du conflit. Nous appelons toutes les parties et tous les acteurs, y compris le Conseil, à apporter tout leur soutien et leur concours à M. Grundberg dans ses efforts à venir.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Khiari de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Griffiths.

**M. Griffiths** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Khiari de son exposé. Je suis très heureux de me joindre aux membres du Conseil aujourd'hui pour aborder un sujet qui m'est évidemment très familier, même si c'est sous un point de vue assez différent. C'est la première fois que j'interviens au Conseil en

ma nouvelle qualité. Je suis donc très heureux que cela concerne le Yémen.

Le Yémen est réellement un pays magnifique. Nous en parlions juste avant le début de la présente séance. Sa culture est riche, son histoire extraordinaire, il s'y trouve des lieux d'une grande beauté et sa population est merveilleuse. Il représente tellement plus que la guerre dont nous parlons ici tous les mois. Cependant, après six années de guerre, c'est cette dernière qui fait de l'ombre à tout le reste. Comme l'a souligné M. Khiari, dans mon rôle précédent, j'ai eu l'immense privilège de tenter d'aider les Yéménites à franchir cette ligne, à faire la paix et à mettre fin à la guerre. Durant cette période, j'ai été frappé à maintes reprises par la brutalité choquante de la crise humanitaire, et j'ai écouté attentivement les exposés de Mark Lowcock. Je suis donc reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui d'aborder ces questions devant le Conseil.

Les problèmes sont nombreux et, dans tous les cas, ce sont les civils et, comme M<sup>me</sup> Fore l'expliquera aux membres, en particulier les enfants, qui sont les plus durement touchés. La guerre se poursuit, comme M. Khiari l'a décrit, notamment l'offensive dévastatrice d'Ansar Allah à Mareb et les affrontements le long de près de 50 autres lignes de front. Les hostilités auraient déjà tué ou blessé plus de 1 200 civils cette année. Les institutions et les services publics ont imploré, privant la population d'eau potable, de services d'assainissement, d'éducation et de soins de santé, et contribuant à la propagation de maladies telles que le choléra et le coronavirus, comme nous le disions avant le début de la séance.

La guerre a également décimé l'économie. Cet effondrement, comme je vais le décrire sous peu, est probablement le principal facteur des besoins humanitaires de la population, notamment le risque de famine. Et comme si tout cela ne suffisait pas, les changements climatiques ont des effets directs et immédiats. Les précipitations de cette année font partie des plus abondantes jamais enregistrées, avec plus de 100 000 personnes touchées par des inondations rien qu'au cours des dernières semaines.

La liste est très longue. Plus de 20 millions de personnes au Yémen ont besoin d'aide humanitaire et de protection. Cela représente environ deux tiers de la population, et cette statistique reste ahurissante. Toutefois, parmi tous ces besoins, il existe probablement une priorité humanitaire primordiale, qui est de stopper la famine. Aujourd'hui, environ 5 millions de personnes

sont à deux doigts de la famine et sous la menace des maladies connexes. Environ 10 millions de personnes supplémentaires les suivent de près.

La famine n'est pas simplement un problème alimentaire ; elle est le symptôme d'un effondrement bien plus profond, comme chacun le sait. À de nombreux égards, elle est le résultat de tous les problèmes du Yémen pris ensemble, et elle exige une solution globale. Cela signifie, bien sûr, qu'il faut secourir immédiatement les millions de personnes qui sont au bord de la famine. Cela signifie également qu'il faut s'attaquer aux problèmes qui ont poussé le Yémen au bord de la famine. C'est sur ce point particulier que j'estime que le monde pourrait être d'une plus grande aide.

Commençons par ce que font déjà les organismes humanitaires. Sur ce point, nous avons pour une fois une bonne nouvelle. Le financement de l'action humanitaire a considérablement augmenté depuis l'événement consacré aux annonces de contributions en mars. Je tiens à remercier tous les donateurs, dont un grand nombre se trouvent dans cette salle, qui nous ont permis d'en arriver là, notamment le Royaume d'Arabie saoudite, le Qatar et les États-Unis, qui ont annoncé d'importantes contributions au cours des six dernières semaines. À ce jour, le plan d'intervention pour le Yémen – le programme humanitaire annuel – est financé à hauteur de 50 % et a reçu davantage de contributions que tout autre appel au monde. Cela témoigne donc des efforts déployés par les acteurs qui ont fait campagne pour appeler l'attention sur les besoins du peuple yéménite. Je tiens à remercier tous nos donateurs.

Ces fonds permettent aux partenaires et aux organismes humanitaires de venir en aide à 10 millions de personnes dans le pays chaque mois. Sans cette aide, le Yémen plongerait évidemment dans la famine. J'ajoute que la majorité de nos partenaires – ces partenaires et organismes humanitaires – sont des organisations non gouvernementales yéménites qui travaillent dans chacun des 333 districts du Yémen, dans un contexte de guerre, ce qui n'est pas rien.

Nous nous employons également à renforcer la présence humanitaire dans tout le pays. Je tiens à rendre hommage à David Gressly et à son équipe, qui se sont rendus dans de nombreux endroits du pays au cours des dernières semaines. Cela est synonyme d'une présence accrue du personnel sur le terrain, d'une augmentation du nombre de livraisons aériennes d'aide dans des endroits tels que Mareb, où nous devons augmenter les effectifs, et d'une augmentation du nombre de missions routières

en direction des lignes de front, ce qui représente une évolution importante.

L'acheminement de l'aide, comme nous en avons souvent discuté ici, est souvent plus difficile que nécessaire, principalement en raison d'obstacles bureaucratiques. Nous collaborons avec tous les acteurs en vue de remédier à ces problèmes d'accès, et l'appui des donateurs et des États Membres restera crucial à cet effet. Naturellement, nous demandons également aux donateurs d'augmenter leurs contributions pour que les fonds soient distribués de manière adéquate dans plusieurs secteurs.

Même si cet appel est, comme je l'ai dit, relativement bien financé par rapport à d'autres appels dans le monde, les organismes vont bientôt recommencer à manquer d'argent dans certains secteurs au cours des prochains mois. D'ici octobre, par exemple, l'aide alimentaire diminuera probablement, et des programmes dans d'autres secteurs, en particulier la santé, l'eau, l'assainissement et l'hébergement – je suis certain que M<sup>me</sup> Fore en parlera – connaissent déjà des difficultés. Si le niveau d'aide diminue fortement, le risque de famine reviendra au galop. Le mois prochain, l'Union européenne, la Suède et la Suisse organiseront un événement humanitaire sur le Yémen durant la semaine de haut niveau du débat général de l'Assemblée générale. Cette réunion offrira au monde l'occasion de réaffirmer son engagement à lutter contre cette crise en mobilisant des fonds supplémentaires.

Toutefois, il me faut être clair : même une opération humanitaire bien financée ne suffit pas, loin s'en faut, pour donner aux populations les moyens de se prendre en charge, ce que souhaitent la plupart des Yéménites. Le principal défi réside dans la situation économique. De fait, M. Khiari l'a déjà évoquée. Comme l'a souvent dit Mark Lowcock, la population yéménite meurt de faim non pas parce qu'il n'y a pas de nourriture dans le pays, mais parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'en procurer. L'une des raisons est que leurs revenus se sont taris. Le produit intérieur brut s'est effondré de 40 % depuis 2015, et nombre d'emplois ont disparu par la même occasion. Un quart de la population, notamment les médecins, les enseignants, les professionnels de la santé, les travailleurs sociaux et les travailleurs du secteur de l'eau et de l'assainissement, perçoivent des traitements de fonctionnaire or, comme le savent les membres du Conseil, ces derniers ne sont versés que de manière sporadique, irrégulière et peu fiable. Payer les salaires de la fonction publique – question ancienne et souvent

évoquée – renflouerait des millions de personnes. C'est également indispensable pour le fonctionnement des services de base, dont beaucoup sont cruciaux pour l'intervention humanitaire. C'est pourquoi nous sommes naturellement soucieux de travailler avec les parties pour continuer de chercher une solution à ce problème. Il me semble qu'un travail important a été réalisé, assurément par la Mission mais aussi par le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres entités, pour trouver le moyen de répondre à ces besoins immédiats.

Cependant, nous devons également prendre des mesures pour augmenter les revenus d'autres segments de la population, en protégeant les envois de fonds, par exemple, qui sont une bouée de sauvetage pour des millions de familles et constituent la principale source de devises étrangères du Yémen. D'après certaines informations récentes, les fonds envoyés par ce biais depuis l'Arabie saoudite pourraient être menacés, or ils sont une source de revenus très importante pour de nombreuses personnes au Yémen. Il faut donc élargir les horizons économiques des agriculteurs, des communautés de pêcheurs et des entreprises locales. Je tiens à souligner qu'il n'est pas inhabituel qu'un responsable humanitaire, que je suis désormais, s'attarde sur la nécessité d'assurer la continuité des moyens de subsistance, du financement du développement et des institutions grâce à ce type d'appui et d'assistance.

Une autre raison qui explique que nombre de Yéménites n'ont pas les moyens de s'alimenter est que, comme je l'ai dit, le prix des produits de base a explosé – non seulement la nourriture, qui est maintenant plus de trois fois plus chère qu'avant la guerre, mais aussi le carburant, dont le prix a quadruplé, ce qui a évidemment des répercussions sur d'autres produits. Les prix augmentent en partie parce que la devise yéménite, le rial, s'est effondrée, ce qui est catastrophique pour un pays qui dépend des importations. Comme l'a mentionné M. Khiari, les injections de devises par le biais de la Banque centrale du Yémen contribueraient à stabiliser le rial. À cet égard, le Royaume d'Arabie saoudite a été très généreux par le passé. Je me félicite que le Fonds monétaire international ait annoncé aujourd'hui que le Yémen recevra, si ma mémoire est bonne, 665 millions de dollars en droits de tirage spéciaux, ce qui contribuera également à améliorer les liquidités et, espérons-le, à enrayer la chute du rial.

Les prix augmentent également parce que les parties interviennent sur le marché. Du fait des restrictions gouvernementales, la quasi-totalité des

importations commerciales, à l'exception des denrées alimentaires, est désormais déviée des ports contrôlés par Ansar Allah, comme Hodeïda bien sûr, vers Aden et ailleurs. Nombre de ces importations sont ensuite acheminées par la route jusqu'au nord du pays, ce qui en augmente le coût et, de fait, affecte le marché noir. C'est là une démarche beaucoup plus coûteuse. Elle favorise la manipulation du marché, et il en résulte des coûts et des prix beaucoup plus élevés pour une population qui n'avait déjà pas les moyens d'acquérir ces produits aux prix précédents.

Je veux être très clair : les restrictions auxquelles sont soumises les importations commerciales, au-delà de l'embargo international sur les armes, doivent être levées immédiatement. Cela signifie que les ports de Hodeïda et de Salif doivent être ouverts sans leur imposer d'autres entraves. Il faut également mettre un terme aux autres manipulations du marché, telles que la recherche de profits excessifs, en aval, sur le marché informel. Ce faisant, on améliorerait l'accès des civils aux biens dont ils ont besoin pour survivre, comme l'a dit M. Khiari, qui a également rappelé qu'il fallait que les navires ravitailleurs puissent entrer dans ces ports. Cela va dans le sens de l'obligation de toutes les parties de traiter humainement les civils sous leur contrôle, comme l'exige le droit international humanitaire. C'est là une obligation et une responsabilité ; cela n'a rien d'une option.

C'est également conforme à l'obligation, en vertu du droit international des droits de l'homme, de garantir un niveau de vie suffisant. S'abstenir de perturber l'accès aux biens et services essentiels permettrait de faire un pas important vers le respect de cette obligation. Je tiens à en appeler au Conseil à cet égard.

Sur un point connexe, je suis convaincu que l'aéroport de Sanaa devrait être rouvert, au minimum pour permettre à des milliers de civils de se rendre à l'étranger pour y recevoir des soins médicaux. Le droit international humanitaire fait obligation à toutes les parties de prendre soin des blessés et des malades, et cela doit inclure les déplacements à l'étranger lorsqu'aucun traitement n'est disponible sur place.

Pour terminer, je me suis peut-être excessivement attardé sur la manière dont l'économie est à l'origine des besoins et du risque de famine au Yémen, et sur le fait que nous devons aussi prêter attention à l'économie pour préserver les populations de cette menace. Mais nous ne devons pas oublier ce qui a provoqué l'effondrement initial de l'économie, à savoir la guerre. Le monde



doit insister, comme nous l'avons si souvent fait dans cette salle, pour obtenir le cessez-le-feu national que M. Khiari a évoqué aujourd'hui. Un cessez-le-feu donnera un répit aux civils désespérés. Il créera l'espace nécessaire pour s'attaquer aux facteurs de la crise, que j'ai décrits assez longuement, et formera le socle, comme l'a dit M. Khiari, d'une reprise du processus politique ouvert à tous qui est impératif pour mettre fin à la guerre.

De par ma propre expérience, je sais que reprendre ce processus politique ne sera pas tâche facile, mais c'est indispensable. Je tiens à féliciter Hans Grundberg, que je connais bien, de sa nomination au poste d'Envoyé spécial. Il peut naturellement être assuré de tout notre appui dans cette tâche charnière, difficile et essentielle. J'espère que la guerre, qui dure depuis trop longtemps, pourra maintenant prendre fin.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Fore.

**M<sup>me</sup> Fore** (*parle en anglais*) : Il y a plus de six ans, des adultes ont déclenché une guerre au Yémen. Ils l'ont fait alors même qu'ils savaient le terrible tribut que les conflits violents infligent aux enfants. La guerre au Yémen, qui en est à sa septième année, a engendré la plus grande crise humanitaire au monde, laquelle a été encore aggravée par les conséquences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Depuis la dernière fois que j'ai pris la parole au Conseil de sécurité pour aborder le Yémen, il y a deux ans (voir S/PV.8525), peu de choses ont changé pour la population civile du pays. Chaque jour, la violence et la destruction font des ravages dans la vie des enfants et de leurs familles. Cette année, les déplacements ont augmenté, et 1,6 million d'enfants sont désormais déplacés en raison de la violence, en particulier autour de Hodeïda et de Mareb. Les services de base, tels que les soins de santé, l'assainissement et l'éducation, qui sont tous indispensables pour l'intervention humanitaire, sont extrêmement fragiles et menacent de s'effondrer totalement. Le manque généralisé d'accès à une eau saine et suffisante suscite la plus haute préoccupation. Les populations déplacées sont particulièrement vulnérables aux coupures d'eau constantes de part et d'autre des lignes de front.

Comme l'ont expliqué M. Griffiths et M. Khiari, l'économie du Yémen est dans un état effroyable. Le produit intérieur brut a chuté de 40% depuis 2015,

entraînant la disparition d'emplois et l'effondrement des revenus des familles. Environ 25% de la population, dont de nombreux médecins, enseignants et agents d'assainissement, perçoivent des salaires de fonctionnaires, qui sont versés de manière très irrégulière, quand ils sont versés. Comme vient de le dire Martin Griffiths, il y a de la nourriture au Yémen, mais ceux qui n'ont pas les moyens de s'en procurer risquent de mourir de faim.

Aujourd'hui, au Yémen, près de 21 millions de personnes, dont 11,3 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire pour survivre. On recense 2,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, et près de 400 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère sont en danger de mort imminente. Plus de 10 millions d'enfants et près de 5 millions de femmes n'ont pas d'accès satisfaisant aux services de santé. Au Yémen, un enfant meurt toutes les 10 minutes de causes évitables, notamment de malnutrition ou de maladie à prévention vaccinale. Comme l'a dit M. Griffiths, l'éducation des enfants au Yémen a également été gravement affectée par la guerre. Deux millions d'enfants ne sont plus scolarisés et une école sur six ne peut plus être utilisée. Deux tiers des enseignants, soit plus de 170 000 enseignants au total, n'ont pas perçu de salaire régulier depuis plus de quatre ans en raison du conflit et des divisions géopolitiques. Ainsi, ce sont quelque 4 millions d'enfants supplémentaires qui risquent de voir leur éducation perturbée ou de devoir abandonner leurs études, à mesure que des enseignants non rémunérés quittent l'enseignement pour trouver d'autres moyens de subvenir aux besoins de leurs familles. Les enfants qui ne terminent pas leur scolarité sont pris au piège d'un cycle de pauvreté qui s'auto-perpétue. Si les enfants non scolarisés ou ceux qui ont récemment abandonné l'école ne bénéficient pas d'un appui adéquat, ils risquent de ne jamais retourner à l'école, ce qui nous inquiète profondément.

Voilà les chiffres. Mais les chiffres ne nous disent pas vraiment ce que c'est que d'être un enfant qui grandit au Yémen aujourd'hui. Être un enfant au Yémen, c'est voir ses parents se démener pour trouver de quoi nourrir la famille afin qu'elle ne meure pas de faim. C'est risquer d'être tué par une balle, une explosion ou en marchant sur une mine sur le chemin de l'école si on a la chance d'y aller. C'est risquer d'être recruté pour rejoindre les combats, utilisé par une partie dans un rôle non combattant ou forcé de se marier parce que sa famille n'a plus d'autres options.

Être un enfant au Yémen signifie probablement être victime ou témoin d'une violence terrible à laquelle aucun enfant ne devrait jamais être exposé. S'il survit à la guerre, il aura des séquelles physiques et émotionnelles pour le reste de ses jours, ce qui va nuire à son développement et à son bonheur en tant qu'adulte. Si les combats se déroulent autour de sa communauté, il risque de ne pouvoir se faire vacciner contre la polio ou d'autres maladies. Et s'il tombe malade, il n'y a peut-être pas d'hôpital ou de dispensaire où il pourrait se rendre en toute sécurité. Être un enfant au Yémen est un véritable cauchemar.

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider les enfants à traverser cette épreuve. Travaillant coude à coude avec nos partenaires locaux, nous fournissons un accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que des services de santé, de nutrition, de protection et d'éducation. Nous nous efforçons notamment de distribuer des vaccins et d'aider les centres de soins de santé primaires et les hôpitaux à rester opérationnels. Nous luttons contre la COVID-19 et fournissons des transferts urgents d'argent liquide à 1,5 million de ménages chaque trimestre, ce qui représente environ 9 millions de bénéficiaires.

Dans tout le pays, l'UNICEF appuie le traitement de la malnutrition aiguë dans plus de 4 000 établissements de soins de santé primaires et 100 centres d'alimentation thérapeutique. Nous travaillons à la réhabilitation des écoles et avons apporté un appui financier et des fournitures pour que les élèves du secondaire puissent passer les examens nationaux. Mais rien de tout cela ne suffit face à l'ampleur des besoins humanitaires dans un contexte de violence permanente.

Il y a eu des lueurs de progrès sur le front politique et des signes occasionnels d'espoir que ce cauchemar pourrait bientôt prendre fin. Pourtant, il n'y a aucun signe tangible de paix sur le terrain. En fait, les hostilités se sont fortement intensifiées dans des endroits comme Mareb. Pendant ce temps, les enfants continuent de souffrir. Après six années de guerre, quand les parties au conflit et ceux qui les influencent accorderont-ils la priorité aux enfants ? Je leur demande une fois de plus, ainsi qu'aux membres du Conseil, de faire tout leur possible pour assurer la sécurité des enfants et d'honorer les obligations juridiques qui leur incombent de les tenir à l'écart des combats. Il s'agit notamment de protéger les infrastructures essentielles dont dépendent les enfants, telles que les installations sanitaires et les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Je tiens à souligner que le respect et la protection de l'éducation, notamment des écoles, des élèves et des enseignants, sont de la plus haute importance pour les enfants et les jeunes yéménites. Nous restons profondément préoccupés par la gravité et la fréquence des menaces et des attaques visant l'éducation ainsi que par l'utilisation des écoles à des fins militaires. Les répercussions de ces attaques sur la sécurité des étudiants et sur leur capacité à jouir de leur droit à l'éducation ne sauraient être sous-estimées. Toutes les parties portent la responsabilité des morts et blessés que l'on compte parmi les enfants. Toutes les parties ont régulièrement omis de prendre les précautions nécessaires pour protéger les civils. Il faut que cela cesse.

Par ailleurs, l'UNICEF et ses partenaires ont besoin d'un accès humanitaire soutenu, inconditionnel et ininterrompu aux personnes dans le besoin, où qu'elles se trouvent au Yémen et quelle que soit la partie qui contrôle les zones dans lesquelles elles vivent. Les obstacles bureaucratiques ne doivent pas entraver notre capacité à fournir de l'aide. Nous apprécions à sa juste valeur l'appui des donateurs et des États Membres au règlement de ces problèmes. Nous avons besoin d'aide pour effectuer en toute sécurité et de manière efficace le travail de déminage si crucial.

Le Yémen importe presque tout, y compris les fournitures humanitaires. Nous devons rouvrir le port de Hodeïda aux importations commerciales et au carburant. Des millions d'autres personnes pourraient être plongées dans la famine si les importations vitales restent limitées.

La dernière fois que je me suis adressée au Conseil de sécurité sur le Yémen, c'était avant la pandémie (voir S/PV.8525). Comme l'a noté M. Griffiths, la COVID-19 a encore compliqué cette situation humanitaire déjà catastrophique. Le système de santé ne tient qu'à un fil. L'économie aussi. Les campagnes de vaccination dans tout le pays doivent être étendues de toute urgence, surtout avec l'émergence de variants de la COVID-19 très contagieux.

Je saisis également cette occasion pour exhorter la communauté internationale à accroître son soutien financier afin de répondre aux besoins immédiats des enfants et à consentir des investissements à plus long terme afin d'empêcher l'effondrement complet des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement, de nutrition, de protection et d'éducation, dont tous les enfants yéménites ont besoin aujourd'hui et dans les années à venir.

L'UNICEF et ses partenaires sont prêts à travailler avec les parties pour s'assurer que les traitements des fonctionnaires sont payés régulièrement, ce qui remettrait de l'argent dans les poches de millions de personnes et aiderait les familles à survivre. Cela garantirait également le fonctionnement des services de base qui sont essentiels à une réponse humanitaire couronnée de succès.

De même, nous devons également prendre des mesures pour augmenter les revenus de la population. Cela signifie qu'il faut protéger les envois de fonds, qui sont une bouée de sauvetage pour des millions de familles et constituent la principale source de devises étrangères du Yémen.

En définitive, les enfants du Yémen ont besoin d'une paix globale et durable. Les parties au conflit doivent s'efforcer de parvenir à une solution politique négociée. Elles doivent donner la priorité aux droits des enfants et les faire respecter. Ce n'est qu'alors que les enfants pourront mettre ce cauchemar derrière eux et, nous l'espérons, concrétiser leurs rêves d'avenir.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Fore de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je salue la présence de M. Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, en sa nouvelle qualité. Je voudrais remercier tous les intervenants d'aujourd'hui et saluer la nomination par le Secrétaire général de l'Ambassadeur Grundberg comme Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec lui, comme nous l'avons fait avec le Secrétaire général adjoint Griffiths.

La nomination de l'Ambassadeur Grundberg est l'occasion d'insuffler un nouvel élan aux efforts de paix au Yémen. Nous savons tous qu'il n'y a pas de solution militaire. Plus d'un an et demi après son déclenchement, l'offensive des houthistes contre Mareb se poursuit, avec l'enrôlement d'enfants soldats. Les houthistes doivent s'abstenir de reproduire les comportements qu'on leur a connus par le passé et coopérer de bonne foi avec le nouvel Envoyé spécial afin de trouver une solution politique au conflit.

Comme l'ont souligné nos intervenants, des mesures urgentes sont nécessaires pour faire face à

la crise économique. Dans le sud, le rial yéménite a récemment franchi pour la première fois la barre symbolique des 1 000 rials pour un dollar. Cette chute est symptomatique de la santé de l'économie dans son ensemble. Comme l'a dit M. Griffiths, les conditions humanitaires catastrophiques sont dues au manque de pouvoir d'achat, et non au manque de biens eux-mêmes. Les Yéménites n'ont pas les moyens de se nourrir ou de payer un voyage à l'hôpital, et encore moins de régler les frais de traitement une fois sur place. Un appui financier extérieur est nécessaire, mais le Gouvernement yéménite doit procéder à des réformes urgentes pour faciliter ce processus.

Je tiens également à saluer et à remercier les États-Unis et les pays du Golfe pour leurs récentes contributions supplémentaires à l'appel humanitaire, qui permettront au Yémen d'éviter la famine pour l'instant. Toutefois, la réponse humanitaire, quoique relativement bien financée, ne saurait faire face éternellement à la détérioration de l'économie.

Nous restons également préoccupés par la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19). Ce n'est qu'une question de temps avant que le variant delta n'atteigne le Yémen et n'exacerbe une situation déjà épouvantable. Les autorités doivent reconnaître ce risque imminent plutôt que d'empêcher la collecte de données sur la santé. Elles doivent encourager le programme de vaccination au lieu de l'entraver. En partenariat avec la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé, le Royaume-Uni financera le déploiement de près de 2 millions de doses du vaccin Oxford AstraZeneca allouées au Yémen par le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

Le conflit a des effets disproportionnés sur les personnes marginalisées au Yémen, en particulier les enfants, comme l'a expliqué la Directrice générale de l'UNICEF, et chaque jour que la paix est retardée, ils sont privés d'avenir. Le Royaume-Uni appuie l'action importante de l'UNICEF ; il lui a ainsi fourni plus de 16 millions de dollars depuis le début de l'année, et une autre somme d'au moins 6,5 millions de dollars devrait être versée le mois prochain.

**M<sup>me</sup> Evstigneeva** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions les personnalités qui ont fait des exposés aujourd'hui, Mohamed Khaled Khiari, Martin Griffiths et Henrietta Fore, des informations qu'ils ont fournies.



Nous sommes préoccupés par l'escalade continue de la violence au Yémen. D'après certaines informations, le nombre de victimes yéménites a augmenté dans la province de Mareb en raison des tentatives des houthistes de prendre le contrôle de la ville et des représailles de l'armée nationale, qui reçoit un appui aérien massif de la coalition arabe. Les attaques contre les infrastructures civiles, notamment en Arabie saoudite, nous préoccupent vivement. Durant les six années qui se sont écoulées depuis le début du conflit, il est apparu clairement qu'il n'existe pas d'autre option que des pourparlers entre Yéménites prenant en compte les intérêts et les préoccupations de tous.

À cet égard, nous appelons toutes les parties au conflit à cesser immédiatement et totalement les opérations militaires, à respecter strictement les dispositions du droit international humanitaire et à déployer des efforts politiques et diplomatiques en vue de régler tous les différends. Nous continuerons d'appuyer les efforts déployés à cet égard par l'ONU en vue de parvenir à un règlement global et durable du conflit, et nous encourageons activement toutes les parties à adopter une approche constructive et à se montrer disposées à faire des compromis. Dans ce contexte, nous notons et saluons les initiatives de médiation des pays de la région, notamment Oman.

Nous sommes convaincus que la cessation des hostilités doit s'accompagner de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de confiance dans les domaines politique, militaire et socioéconomique, car cela permettrait réellement d'améliorer la situation déplorable de la population yéménite, que l'ONU a qualifiée de plus grave crise humanitaire au monde.

Nous appelons les donateurs à intensifier leurs efforts pour fournir l'appui financier nécessaire aux opérations d'aide humanitaire de l'ONU. Dans le même temps, nous soulignons la nécessité de lever totalement le blocus naval, terrestre et aérien du Yémen ainsi que les restrictions à l'acheminement de denrées alimentaires, de médicaments, de carburant et d'autres biens essentiels. Nous rappelons que l'aide fournie doit être objective et non discriminatoire.

En outre, nous sommes convaincus qu'une solution mutuellement acceptable, exempte de desseins politiques secrets, peut également être apportée à la question du pétrolier *FSO SAFER*. Malheureusement, nous sommes contraints de noter que les pourparlers n'ont pas encore abouti au résultat souhaité. Dans le même temps, il est important que d'autres solutions à

ce problème, conçues au niveau national, aient vu le jour et que le mouvement Ansar Allah soit disposé à dialoguer avec l'ONU. Les mesures de confiance sont une des clefs du problème du *FSO SAFER*. À cet égard, nous comptons sur l'aide et les efforts du nouvel Envoyé spécial pour rétablir ces mesures en maintenant des contacts avec toutes les parties yéménites et régionales.

Nous espérons que le nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Hans Grundberg, parviendra à élaborer de nouvelles approches pour relancer des négociations approfondies sous les auspices de l'ONU. Nous attendons avec impatience le premier exposé qu'il fera au Conseil de sécurité en septembre, ainsi que des mesures et initiatives qui favoriseront un règlement politique rapide. Nous espérons qu'il agira de manière impartiale et neutre. De notre côté, nous continuerons d'appuyer les efforts de médiation de l'ONU au Yémen en maintenant des contacts réguliers avec toutes les parties concernées.

Nous estimons que le rôle du Conseil de sécurité n'est pas de prendre parti mais d'apporter son appui à l'Envoyé spécial, notamment en créant un environnement constructif pour les relations entre les parties concernées dans la région. Nous appelons une fois de plus nos collègues à coopérer au niveau international afin d'atténuer les tensions dans toute la région. À cet égard, nous appelons l'attention sur le concept russe actualisé de sécurité collective dans la région du golfe Persique, que nous avons récemment communiqué au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

**M<sup>me</sup> King** (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Nous tenons en premier lieu à nous féliciter des observations faites par le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths, avec qui nous avons le réel plaisir de continuer à travailler. Nous souhaitons également la bienvenue à M<sup>me</sup> Fore, Directrice générale de l'UNICEF, et nous la remercions de ses observations.

Le récent rapport de l'UNICEF intitulé « Éducation perturbée » est éclairant. Les statistiques concernant les enfants déscolarisés et ceux qui ont besoin d'aide d'urgence à l'éducation sont préoccupantes, tout comme le nombre d'enfants qui ont besoin d'aide humanitaire, notamment ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable, à l'assainissement ou à l'hygiène – autant de facteurs qui contribuent à dresser un tableau très désolant et décourageant.

Il est particulièrement préoccupant que certains enfants nés pendant le conflit n'ont connu que cette piètre qualité de vie, ce qui est réellement déchirant. Ils vivent leurs vies dans le contexte d'une crise d'insécurité alimentaire, d'une pandémie, des hostilités en cours et d'une crise humanitaire si grave qu'elle a été qualifiée de crise humanitaire la plus grave au monde. L'accès restreint à l'éducation touche directement ces enfants et compromet indirectement les perspectives d'édification d'une société civile yéménite plus solide et plus stable. Nous saisissons cette occasion pour saluer les efforts que déploient l'UNICEF et ses partenaires afin de combattre l'effondrement de la situation relative à l'éducation, d'ouvrir l'accès à une éducation scolaire et non scolaire et de garantir la santé et la croissance durable des enfants.

Sur le plan humanitaire, nous saluons le financement supplémentaire du plan d'aide humanitaire, qui a permis de préserver plusieurs opérations humanitaires vitales. Nous saluons également les récentes annonces de financement faites par les partenaires internationaux, et nous appelons la communauté internationale à maintenir cette dynamique. Nous en profitons pour souligner le lien entre les situations économique et humanitaire, qui sont interdépendantes. En l'absence de soutien économique, de nombreux Yéménites ne peuvent se payer les denrées alimentaires et les services de base dont ils ont besoin pour survivre au quotidien.

Dans ce contexte, nous soulignons l'importance des envois de fonds depuis l'étranger, dont dépendent de nombreux Yéménites. Ces envois de fonds sont une bouée de sauvetage cruciale pour les habitants du Yémen, et leur perte ne ferait qu'exacerber la situation humanitaire et économique. Nous devons également souligner un risque humanitaire et existentiel qui est indépendant de la volonté des parties yéménites, à savoir les changements climatiques. Nous tous qui sommes assis autour de cette table devons honorer nos responsabilités à l'égard des populations les plus vulnérables au monde et lutter sérieusement contre le problème des changements climatiques.

Alors que le monde reste aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus, n'oublions pas que pour de nombreuses personnes au Yémen, c'est une dimension toxique supplémentaire du conflit qui exacerbe davantage ses conséquences socioéconomiques. Nous prenons bonne note de tous les efforts internationaux déployés pour fournir une aide au Yémen, mais il faut également que le principe de responsabilité soit appliqué

au niveau national. Nous exhortons toutes les autorités à poursuivre leurs efforts et à cesser de fixer toute leur attention sur les combats. La pandémie touche une population déjà vulnérable, et un système de santé fragile est en train de céder sous le poids de tout cela. Nous appelons tous les acteurs au Yémen à veiller à ce qu'un accès sans entrave aux soins de santé et à l'aide humanitaire soit accordé sur un pied d'égalité.

Mohamed Khaled Khiari a commencé son exposé ce matin en soulignant que, depuis la dernière séance d'information du Conseil de sécurité sur le Yémen (voir S/PV.8797), aucun progrès n'a été enregistré. Je conclurai en insistant sur le fait que les efforts incessants visant à obtenir des gains militaires, dont l'impact est indûment supporté par la population civile, doivent cesser immédiatement. Depuis six ans que dure ce conflit, rien n'a permis d'établir que cette approche est adaptée ou justifiée. La seule manière de réussir à mettre fin à la guerre passe par un dialogue ouvert à tous et équilibré, dirigé et pris en main par les Yéménites et axé sur les Yéménites. Nous appelons tous les acteurs sur le terrain, ainsi que ceux qui ont une influence sur eux, à s'employer à parvenir à l'instauration, à l'échelle nationale, d'un cessez-le-feu favorable à des négociations politiques crédibles, entreprises de bonne foi et dans un esprit de compromis.

**M. Lipand** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés le Sous-secrétaire général Khiari, le Secrétaire général adjoint Griffiths et la Directrice générale Fore. Je salue à mon tour la nomination de M. Hans Grundberg en tant que nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Nous lui souhaitons plein succès, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec lui dans ses efforts pour faire prévaloir la paix au Yémen. Nous appelons également toutes les parties à entamer un dialogue constructif avec le nouvel Envoyé spécial.

Le manque de progrès constaté ces derniers mois est très décevant, comme l'a également déploré M. Khiari. Si les six dernières années de guerre ont montré quoi que ce soit, c'est bien que le conflit n'a pas de solution militaire. Il est crucial que toutes les parties se montrent prêtes au compromis pour convenir d'un cessez-le-feu national et durable, et qu'elles reprennent un processus politique sans exclusive, avec la participation des femmes et des jeunes.

Nous appelons le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud à s'abstenir de toute action propre à attiser les tensions sur fond de situation

déjà explosive. Nous les exhortons à recommencer à appliquer l'Accord de Riyad, étape indispensable sur la voie d'une paix plus large.

Nous sommes profondément préoccupés par les hostilités en cours, qui continuent d'avoir un effet dévastateur sur la population yéménite, notamment à Mareb, où l'assaut des houthistes se poursuit, mais aussi à Beïda et ailleurs. Il est très alarmant que le bilan civil soit supérieur au nombre de victimes enregistrées avant la signature de l'Accord de Stockholm en décembre 2018. Rien qu'à Mareb, des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées cette année. Tout cela vient se greffer sur des conditions socioéconomiques désastreuses, une famine imminente, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de vastes inondations, comme l'a si bien illustré M. Griffiths.

J'en viens aux effets du conflit sur les enfants. Nous partageons pleinement les préoccupations exprimées par M<sup>me</sup> Fore. Tant qu'il n'est pas mis fin aux hostilités, les organisations humanitaires ne disposent que de moyens limités pour venir en aide aux 400 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë, aux familles touchées par la COVID-19, aux enfants privés d'éducation et au nombre record de familles contraintes de fuir leurs foyers en raison du conflit.

Nous sommes profondément préoccupés par le nombre élevé d'enfants victimes des attaques menées par diverses parties au conflit. Nous condamnons également la poursuite des attaques contre les écoles et les hôpitaux, ainsi que le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les hostilités, en violation flagrante du droit international humanitaire.

Pour soulager la situation humanitaire désastreuse, il est important de garantir un accès sans entrave aux acteurs humanitaires, afin qu'ils puissent parvenir à toutes les personnes dans le besoin. Il est également crucial de garantir un acheminement régulier de carburant et d'autres produits de base essentiels vers toutes les régions du pays.

Enfin, nous renouvelons également notre appel aux houthistes pour qu'ils accordent à l'équipe des Nations Unies un accès immédiat et sans entrave au pétrolier *FSO SAFER*.

**M. Aougi** (Niger) : Je remercie M. Khiari, M. Griffiths et M<sup>me</sup> Fore pour leurs exposés.

Le Niger déplore qu'après tant d'années d'une crise multiforme et d'intenses efforts diplomatiques, les

parties au conflit au Yémen n'arrivent pas à s'entendre autour du minimum qu'il faut pour le retour de la paix dans le pays. Ce minimum, nous le savons tous, c'est l'arrêt des hostilités sur l'ensemble du territoire, condition *sine qua non* pour amorcer de réelles avancées dans tous les autres aspects de la crise.

Il y a deux mois de cela, le constat dressé par Martin Griffiths, à l'issue de son mandat de trois ans (voir S/PV.8797), traduisait l'échec des différentes propositions tendant à concilier les positions des parties en vue de parvenir à une trêve nationale susceptible de favoriser les conditions pour la reprise du processus politique.

Les parties au conflit doivent se résoudre à l'idée que la guerre civile qui les oppose ne peut se régler par la force des armes, mais plutôt par le dialogue sincère, inclusif et sans conditionnalités. L'obtention d'un cessez-le-feu demeure primordiale afin de donner toutes ses chances à la reprise du processus politique pour un règlement global et durable de la crise qui déchire ce pays depuis sept ans.

Nous appelons l'ensemble des acteurs à faire preuve de responsabilité et de retenue, mais aussi de grande compassion à l'égard de la population du Yémen tant éprouvée, en mettant un terme à cette tragédie qui n'a que trop duré. Du reste, ce n'est qu'à ce prix que l'on peut espérer le retour de la paix dans ce pays, ainsi qu'une amélioration de la crise humanitaire qui y sévit depuis plusieurs années.

S'agissant justement de la situation humanitaire, ma délégation reste préoccupée par les conditions de détresse des populations du Yémen, induites essentiellement par la poursuite de la guerre dans le pays. Près de 20 millions de personnes nécessitent une assistance pour survivre, alors même que le plan de réponse humanitaire n'est financé qu'à hauteur de 47 %. Ma délégation appelle les pays donateurs, et en particulier ceux de la région, à plus de générosité, afin d'éviter que de nouvelles vies ne soient encore perdues. Il est tout aussi crucial que les entraves liées à l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays, notamment à travers le port de Hodeïda et l'aéroport de Sanaa, soient levées immédiatement afin d'éviter que le Yémen ne sombre dans une famine à grande échelle.

La situation du pétrolier *FSO SAFER* reste également source de grandes préoccupations, notamment en raison son état et des risques accrus de catastrophe environnementale qu'il représente. Il est grand temps que

les autorités d'Ansar Allah assument leur responsabilité pour éviter une marée noire, en accordant sans délai toutes les autorisations et les garanties nécessaires à l'équipe des Nations Unies.

Pour conclure, le Niger salue la nomination de M. Hans Grundberg comme Envoyé spécial pour le Yémen, et l'assure de son plein soutien pour tous les efforts qu'il entreprendra pour la reprise du dialogue entre les parties yéménites et le retour de la paix dans le pays.

**M. Kvalheim** (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège tient avant tout à remercier les intervenants. Nous nous associons aux autres membres du Conseil pour souhaiter à M. Griffiths un bon retour parmi nous, en sa nouvelle qualité de Chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Nous adressons des remerciements particuliers à M<sup>me</sup> Henrietta Fore, de l'UNICEF, pour ses remarques. De fait, les enfants sont les principales victimes de la guerre, et nous remercions l'UNICEF d'avoir appelé l'attention sur le prix horrifiant que la guerre fait payer aux enfants, tout comme la Représentante spéciale pour la question des enfants et des conflits armés, M<sup>me</sup> Gamba de Potgieter, l'a fait dans le cadre son exposé au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014).

L'ONU qualifie depuis longtemps le Yémen comme étant la pire crise humanitaire causée par l'homme. Il est urgent d'instaurer un cessez-le-feu à l'échelle nationale. Un cessez-le-feu permettrait d'apporter une aide humanitaire indispensable et d'ouvrir des routes vers de nombreuses régions du pays, et permettrait aux enfants d'aller à l'école en toute sécurité. Aussi sommes-nous préoccupés par la poursuite de l'offensive dans la région de Mareb et dans d'autres parties du Yémen, qui aggrave la situation humanitaire déjà catastrophique. Les tensions croissantes dans le sud du pays et l'absence de coopération, contrairement à ce que prévoit l'Accord de Riyad, continuent de nous inquiéter. Les rivalités et les divisions, que ce soit dans le sud ou sur la côte ouest, ne font que torpiller les efforts en faveur de la paix et de la stabilité.

Il est clair que les besoins humanitaires sont immenses. Les restrictions sur les importations via le port de Hodeïda se poursuivent, contribuant ainsi à de graves pénuries de carburant et à la hausse des prix. Les restrictions à la liberté de circulation dans le pays et les obstacles administratifs sont un véritable problème pour les personnes qui ont besoin d'aide humanitaire et de services de base. Je me félicite d'apprendre de l'OCHA

que, malgré les difficultés, l'ONU achemine l'aide dans toutes les provinces.

La Norvège est également préoccupée par les attaques contre les agents de santé et les patients signalées par l'Organisation mondiale de la Santé. La protection de la santé, du bien-être et de la vie des agents de santé qui sont en première ligne est primordiale pour permettre une meilleure réponse humanitaire. En outre, les camps qui accueillent la population de plus en plus importante de déplacés ne disposent pas des infrastructures et des services de base adéquats. Selon Save the Children, neuf enfants sur 10 vivant dans les camps de déplacés n'ont pas un accès suffisant aux services de base, tels que les denrées alimentaires, l'eau propre et l'éducation. De manière générale, nous demandons à tous les acteurs de garantir un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave.

Nous saluons la nomination de Hans Grundberg comme nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et espérons qu'il pourra nous permettre de réaliser les progrès ô combien nécessaires. M. Grundberg peut compter sur le plein appui de la Norvège, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec lui. Nous voudrions également souligner une fois de plus qu'il est impératif de progresser sur la question du pétrolier *FSO SAFER*, et nous exhortons les houthistes à collaborer de manière constructive avec l'ONU et d'autres acteurs pour éviter une catastrophe écologique et humanitaire.

Par ailleurs, la Norvège continuera à plaider pour un processus politique inclusif, qui donne la priorité à la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité, et leur permet de jouer un rôle moteur. En effet, la participation ne doit pas se limiter à ceux qui recourent à la violence. Le processus doit être dirigé et contrôlé par les Yéménites, les acteurs régionaux et divers parties prenantes yéménites jouant également un rôle clef. Seule une solution politique peut apporter une paix et une prospérité durables au Yémen.

**M<sup>me</sup> Broadhurst Estival** (France) : Je tiens moi aussi à remercier Khaled Khiari, Martin Griffiths et Henrietta Fore pour leurs exposés. Je tiens à saluer, à cette occasion, tout le travail accompli par Martin Griffiths en tant qu'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et à le remercier pour toute cette action. Je lui souhaite tout le meilleur dans ses nouvelles fonctions. Je salue aussi la présence d'Henrietta Fore. La situation des enfants dans le conflit armé au Yémen mérite toute l'attention du Conseil.



Nous n'avons eu de cesse de le rappeler : seule une solution politique mettra fin à la guerre au Yémen. Or, aujourd'hui, les houthistes refusent toute solution. Plutôt que de conclure la paix, ils continuent leurs offensives, contre Mareb et contre le territoire saoudien. Nous les condamnons avec la plus grande fermeté. Plutôt que d'éviter une catastrophe écologique, humanitaire et économique, ils continuent d'exercer un chantage inadmissible en refusant l'accès de la mission d'inspection des Nations Unies au pétrolier *FSO SAFER*. Cela fait maintenant plus d'un an. Les houthistes doivent permettre à l'ONU d'y accéder sans préconditions et sans plus de délai.

Plutôt que de permettre aux enfants yéménites de retourner à l'école, ils les recrutent dans des camps d'été et les utilisent massivement sur les champs de bataille. Nous condamnons avec fermeté ces agissements et nous leur demandons d'y mettre un terme. Nous appelons à respecter les résolutions du Conseil de sécurité, ses conclusions sur les enfants dans les conflits armés et le droit international humanitaire. Le Conseil doit se tenir prêt à prendre les mesures nécessaires. Les houthistes doivent également engager un dialogue de bonne foi sur une solution politique avec le nouvel Envoyé spécial, Hans Grundberg. Et ce dernier pourra bien entendu compter sur le plein soutien de la France.

Nous connaissons les conditions de la sortie de crise au Yémen : un cessez-le-feu global, une réouverture de l'aéroport de Sanaa et du port de Hodeïda et des discussions sur une solution politique globale et inclusive, permettant la participation effective des femmes. Au sein du Conseil, nous avons également à plusieurs reprises exprimé nos préoccupations quant aux potentielles atteintes à l'intégrité territoriale du Yémen. Nous réitérons avec force qu'elle doit être pleinement respectée.

Tandis que les houthistes refusent la paix, le peuple yéménite continue de souffrir. Nous devons tout faire pour alléger les souffrances des 20 millions de personnes qui dépendent de l'aide humanitaire, comme Martin Griffiths nous l'a rappelé, notamment celles des plus de 4 millions de déplacés, dont près de 2 millions d'enfants. Le risque de famine à grande échelle s'accroît chaque jour, et nous avons une responsabilité collective et un devoir moral d'éviter la poursuite de cette tragédie humanitaire.

Tout doit également être fait pour accélérer la campagne de vaccination contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et permettre un accès équitable

au vaccin. Il est donc plus que jamais indispensable de garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave à l'ensemble des personnes dans le besoin, particulièrement dans toutes les zones contrôlées par les houthistes.

Enfin, et nous ne le répéterons jamais assez, la protection des civils, y compris des personnels humanitaires et médicaux, doit rester un impératif absolu. Les détentions arbitraires, les actes de torture, les violences sexuelles basées sur le genre ou l'utilisation des enfants dans les hostilités sont intolérables, et les auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ne resteront pas impunis.

La France restera pleinement mobilisée pour mettre un terme à la guerre au Yémen et pour le règlement des tensions dans la région. Le Conseil a émis des demandes claires et à l'unisson, et il est grand temps qu'elles soient entendues.

**M<sup>me</sup> Buenrostro Massieu** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Mohamed Khiari, le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths et la Directrice générale Henrietta Fore de leurs exposés. Nous souhaitons la bienvenue à M. Griffiths dans ses nouvelles fonctions et lui souhaitons plein succès dans sa nouvelle mission. Enfin, je salue la délégation yéménite, qui est présente dans la salle aujourd'hui.

Une fois encore, nous constatons avec une grande inquiétude que la violence s'intensifie. Outre Mareb, de nouveaux fronts continuent de s'ouvrir dans le conflit dans des endroits comme Abiyan, Dalea, Hodeïda, Lahj et Taëz. En outre, nous relevons que les attaques contre des cibles saoudiennes se poursuivent.

Le Mexique accueille avec satisfaction le rapport semestriel du Groupe d'éminents experts sur le Yémen. Nous demandons que l'inspection par le Groupe des armes confisquées au large des côtes du Yémen soit facilitée. Nous sommes profondément préoccupés par les nombreuses violations du droit international humanitaire mentionnées dans le rapport. Nous engageons vivement les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, à protéger la population civile, à permettre un accès sans entrave à l'aide humanitaire et à promouvoir le respect des droits fondamentaux de la population, en particulier des groupes vulnérables tels que les femmes et les mineurs.

Par ailleurs, nous exprimons notre vive consternation devant les quelque 3 500 camps d'été et programmes de recrutement de mineurs dirigés par les houthistes, auxquels participent même des enfants âgés de 7 ans seulement. Le Mexique appelle Ansar Allah à mettre fin à ces pratiques de radicalisation des enfants yéménites. Nous rappelons que l'incitation à la violence fait peser une menace sérieuse sur la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen et de la région, et que, par conséquent, elle doit cesser. Nous constatons également que, si le recrutement par les groupes armés touche principalement les garçons, le nombre de filles victimes de violences sexuelles ou contraintes à un mariage précoce continue d'augmenter à un rythme soutenu.

Non seulement ces agissements mettent en péril la paix et la prospérité des futures générations yéménites, mais ils représentent également de graves violations du droit international humanitaire. Tout en saluant la volonté de la coalition à mettre fin aux violations des droits des enfants et à les prévenir, nous l'exhortons à redoubler d'efforts pour honorer les obligations qui lui incombent au titre du droit international humanitaire, ainsi qu'à mettre en place des mécanismes permettant d'identifier et de traduire en justice les personnes coupables de crimes contre les enfants.

Le Mexique rappelle qu'il est important que toutes les parties au conflit protègent les enfants yéménites. Enfin, nous demandons instamment la poursuite des efforts visant à renforcer la coopération entre le Comité créé par la résolution 2140 (2014), le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés et l'UNICEF.

Par ailleurs, nous saluons les efforts déployés par l'Arabie saoudite et Oman, ainsi que par l'Envoyé spécial des États-Unis, pour assurer la médiation entre les parties. Nous insistons sur le fait que le conflit yéménite ne sera pas réglé par les armes, mais pour y mettre fin, il faut un cessez-le-feu à l'échelle nationale et un processus politique mené par les Yéménites eux-mêmes. Nous exhortons donc les dirigeants houthistes, ainsi que les autres parties au conflit, à participer de manière constructive et active au dialogue facilité par l'ONU. Nous soulignons également que la large participation des différents groupes politiques, de la société civile et des minorités, y compris la participation pleine, égale et véritable des femmes yéménites, est indispensable pour assurer la transition politique.

Malheureusement, nous devons exprimer une fois de plus notre profonde inquiétude concernant la situation du pétrolier *FSO SAFER* et le risque qu'il fait peser sur l'environnement, l'accès humanitaire et le commerce international. Le Mexique exhorte Ansar Allah à cesser d'entraver l'inspection du navire par l'équipe technique des Nations Unies.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se félicitent de la tenue de la séance d'information d'aujourd'hui. Nous saluons la participation du Secrétaire général adjoint Griffiths en sa nouvelle qualité à cette séance mensuelle sur le Yémen. Je remercie également la Directrice générale Fore de son exposé et le Sous-Secrétaire général Khiari de ses informations actualisées. Nous saluons en outre la participation d'un représentant du Gouvernement yéménite à la présente séance.

Nous nous félicitons vivement de la nomination par le Secrétaire général de Hans Grundberg au poste d'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Les États-Unis attendent avec intérêt de collaborer avec l'Envoyé spécial Grundberg, qui va consulter un large éventail de la population yéménite. Nous sommes impatients de découvrir son plan pour la prochaine phase des efforts de paix des Nations Unies et d'entendre prochainement son exposé au Conseil de sécurité. Nous avons été déçus d'apprendre aujourd'hui qu'aucun progrès n'avait été enregistré concernant les pourparlers depuis le dernier exposé du Sous-Secrétaire général Khiari.

Aujourd'hui, je voudrais aborder trois aspects du conflit au Yémen : la nécessité de mettre un terme à toutes les violences, la nécessité de remédier à la crise humanitaire, et la nécessité de satisfaire les revendications économiques et énergétiques sous-jacentes qui exacerbent le conflit.

Le nouvel Envoyé spécial nous offre une réelle occasion. Le conflit au Yémen est un cas rare où le Conseil de sécurité et la communauté internationale partagent un large consensus. Nous sommes tous d'accord pour dire que les combats doivent cesser et qu'il faut trouver une issue politique impliquant une participation véritable des femmes, des dirigeants des minorités et de la société civile, pour parvenir à la paix. Saisissons l'occasion qui nous est offerte, car le temps est précieux et des vies sont perdues.

L'offensive menée par les houthistes à Mareb a marqué le pas, mais elle n'est pas devenue pour autant

moins brutale. Le mois de juin a été le plus meurtrier pour les civils en près de deux ans. Cette offensive est coûteuse. Nous avons tous vu les images des frappes balistiques effectuées par les houthistes qui ont tué des femmes et des enfants. Nous avons besoin de toute urgence d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale pour que d'autres régions du Yémen ne subissent pas de violences et de souffrances inutiles.

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite et le Gouvernement yéménite se sont montrés ouverts à un cessez-le-feu, mais les houthistes semblent déterminés à poursuivre leur campagne militaire. C'est le moment de les amener à changer d'avis. Entre l'impasse de Mareb, la nomination d'un nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général et un consensus régional sans précédent sur le règlement du conflit, une occasion précieuse de dialoguer s'offre à nous. Les parties doivent saisir cette occasion pour mettre enfin un terme au conflit.

Seul un accord de paix durable entre les parties yéménites peut commencer à inverser la situation humanitaire désastreuse que vivent les Yéménites, dont plus de 2 millions de jeunes sont en proie à une malnutrition potentiellement mortelle. Pour remédier immédiatement à cette situation, les États-Unis ont annoncé au début du mois qu'ils verseraient près de 165 millions de dollars d'aide humanitaire supplémentaire au Yémen. Cela permettra au Programme alimentaire mondial de fournir une aide alimentaire d'urgence à plus de 11 millions de personnes chaque mois.

Nous renouvelons l'appel lancé aux autres pays, en particulier ceux de la région, pour qu'ils augmentent leur soutien au plan de réponse humanitaire des Nations Unies pour le Yémen, qui est gravement sous-financé. À cet égard, je remercie le Qatar de sa récente contribution de 100 millions de dollars à l'appui des opérations humanitaires au Yémen.

Nous ne pouvons pas non plus perdre de vue une autre dimension déchirante de ce conflit : les sévices que les houthistes continuent d'infliger aux enfants. Je remercie Henrietta Fore d'avoir soulevé ces préoccupations. Les États-Unis sont alarmés par les dernières informations faisant état du recrutement par les houthistes de milliers d'enfants dans des camps de formation militaire et d'endoctrinement. Cela menace la stabilité à long terme du pays, mais, plus important encore, c'est tout simplement inacceptable et déchirant. Les enfants ne sont pas des guerriers. Cette situation ne peut pas continuer, comme l'a dit la Directrice générale de l'UNICEF aux membres du Conseil. Nous devons

donner la priorité aux enfants et assurer leur sécurité, en leur permettant de poursuivre leur éducation.

Enfin, en prenant un peu de recul, nous devons aborder les questions économiques au Yémen, car elles sont inextricablement liées aux efforts de paix et humanitaires plus larges. Nous ne pourrions pas parvenir à un règlement durable du conflit ou lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire si les revendications économiques sous-jacentes qui alimentent le conflit depuis ses débuts ne sont pas satisfaites. Martin Griffiths a très bien exposé les préoccupations, en indiquant que 5 millions de personnes sont au bord de la famine.

Pour les mêmes raisons, les États-Unis exhortent l'Arabie saoudite, le Gouvernement yéménite et les houthistes à prendre des mesures pour que le carburant soit importé et distribué dans tout le Yémen au juste prix. Nous exhortons de nouveau toutes les parties à l'Accord de Riyad à redoubler d'efforts en vue de sa mise en œuvre et à faire revenir le Gouvernement yéménite à Aden afin qu'il puisse rétablir les services essentiels et prendre des mesures pour améliorer la stabilité économique.

Nous restons très préoccupés par l'état du pétrolier *FSO SAFER*, comme d'autres membres l'ont dit au Conseil aujourd'hui. En raison de leurs atermoiements et de leurs exigences déraisonnables, les houthistes ont jusqu'à présent gaspillé l'occasion que leur offrait l'ONU d'éviter une catastrophe écologique et économique.

Malgré tous ces défis, je voudrais terminer comme j'ai commencé, sur une note d'espoir. Il existe aujourd'hui une réelle possibilité d'instaurer la paix au Yémen. Soyons donc solidaires, unissons nos voix au sein du Conseil et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider un des peuples les plus vulnérables du monde et mettre fin à ce terrible conflit.

**M. Dang** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Khiari, M. Griffiths et M<sup>me</sup> Fore de leurs exposés complets, et je salue la participation du Représentant permanent du Yémen à la présente séance.

Concernant le processus de paix, malgré l'intensification des efforts déployés par les partenaires régionaux et la communauté internationale, nous ne voyons aucun progrès dans les négociations entre les parties concernées au Yémen. La poursuite des combats dans certaines régions du Yémen est un des principaux obstacles au processus de paix. Le nombre de victimes dans les deux camps, parmi lesquelles des femmes et des enfants, a augmenté au cours des derniers mois.

Dans ce contexte, nous répétons qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. Toutes les parties doivent répondre à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu global, conformément à la résolution 2532 (2020), et envisager les possibilités de négocier face à face. Il importe également de travailler en étroite collaboration avec le nouvel Envoyé spécial, les partenaires régionaux et la communauté internationale sur la proposition de paix pour le Yémen sous l'égide de l'ONU.

Sur le plan humanitaire, la nouvelle des récentes contributions des donateurs en appui à l'action humanitaire au Yémen est encourageante. Nous tenons toutefois à souligner l'importance d'une augmentation du financement et d'un remboursement accru afin que les organismes humanitaires soient en mesure de fournir une aide aux personnes dans le besoin dans le pays jusqu'à la fin de l'année.

Par ailleurs, nous demeurons préoccupés par la situation humanitaire catastrophique qui règne dans le pays. L'escalade militaire, la crise économique, l'insécurité alimentaire, le risque de famine, les fortes pluies, les inondations et les déplacements qui en découlent, ainsi que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ont créé des conditions extrêmement difficiles et misérables pour le Yémen. Quelque 21 millions de personnes, dont plus de 11 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire. Environ 2,25 millions d'enfants sont exposés à des risques de malnutrition aiguë et plus de 2 millions de filles et de garçons en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés. À Mareb, au moins 154 civils ont été tués et 21 500 personnes déplacées depuis le début de l'année 2021.

Dans ce contexte, nous souhaitons souligner à nouveau l'importance de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave aux personnes dans le besoin au Yémen. Il est urgent de lever complètement le blocus maritime afin d'assurer l'approvisionnement en nourriture et en carburant. En outre, nous réitérons notre appui aux appels de l'UNICEF invitant toutes les parties prenantes au Yémen à respecter et faire respecter le droit des enfants à l'éducation et à travailler ensemble pour parvenir à une paix durable et inclusive. Toutes les parties doivent également respecter le droit international humanitaire et mettre en œuvre la résolution 2573 (2021), y compris en ce qui concerne la protection des infrastructures civiles.

Sur la question du pétrolier *FSO SAFER*, il est plus que jamais essentiel de passer des promesses aux

actes concrets. L'équipe technique de l'ONU doit être autorisée à accéder au pétrolier sans plus attendre. Nous ne saurions trop insister sur la menace que représente ce pétrolier pour l'environnement, l'économie et les habitants de la région.

Enfin, nous estimons que l'application intégrale de l'Accord de Stockholm et de l'Accord de Riyad doit être honorée et encouragée.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) :  
Je voudrais remercier les intervenants qui ont pris la parole aujourd'hui et saluer la présence de M. Martin Griffiths. Nous nous félicitons de le voir ici dans son nouveau rôle. Je suis toujours très heureuse de voir M<sup>me</sup> Henrietta Fore.

Je voudrais également saluer la nomination, au début du mois, de M. Hans Grundberg en tant que nouvel Envoyé spécial pour le Yémen. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec lui pour poursuivre sa mission cruciale qui consiste à trouver des solutions à cette crise dévastatrice, en s'appuyant, bien entendu, sur les efforts vaillants et inlassables de M. Griffiths.

Malheureusement, comme l'ont dit d'autres orateurs, le Yémen a connu cet été une nouvelle détérioration de la situation politique, humanitaire, en matière de sécurité, et sur le front des droits de l'homme, avec des conséquences dévastatrices pour les gens ordinaires au Yémen, autrement dit la population civile.

L'Irlande réaffirme sa conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire à ce conflit. Il est urgent d'instaurer un cessez-le-feu à l'échelle nationale afin d'ouvrir la voie à des négociations inclusives sur la voie politique à suivre, qui fait cruellement défaut. Ces processus exigent une participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité.

L'Irlande appelle également à la mise en œuvre intégrale et rapide de l'Accord de Riyad et demande à toutes les parties de mettre de côté leurs divergences et d'agir enfin dans l'intérêt du peuple yéménite. Nous renouvelons notre ferme appui au Gouvernement d'union nationale du Yémen et appelons toutes les parties à reprendre le dialogue, en vue du retour en toute sécurité du Gouvernement à Aden.

L'absence persistante de femmes au sein du gouvernement est très regrettable. Nous espérons que cette question sera traitée dans un avenir proche. Il est essentiel d'écouter la voix des femmes yéménites



pour trouver un chemin vers la paix. Nous reviendrons inlassablement sur ce point jusqu'à ce que ce soit fait.

Je réitère l'appel de l'Irlande pour que toutes les parties honorent les obligations que leur impose le droit international humanitaire et des droits de l'homme, et pour que les auteurs des crimes commis contre le peuple yéménite répondent de leurs actes, ce qui est essentiel pour toute paix durable.

L'exposé que viens de faire M<sup>me</sup> Henrietta Fore, combiné aux récents rapports, met en évidence les effets cumulés dévastateurs de la guerre et de la pauvreté sur les enfants innocents du Yémen. Je ne répéterai pas les terribles faits et chiffres. Ils sont faramineux et bien trop familiers maintenant. Ils indiquent clairement que les enfants yéménites, en particulier les filles, restent les premières victimes de cette effroyable crise.

La Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques qui sera célébrée bientôt nous rappelle que chaque enfant doit avoir un bureau où il peut apprendre en toute sécurité et commencer à construire un avenir meilleur pour lui-même, pour sa famille et pour son pays. Nous savons que lorsque les filles ont accès à l'éducation, elles disposent des moyens et des compétences pour participer pleinement à la vie politique et sociale par la suite, et pour briser les cycles dévastateurs de la violence, des conflits et de la pauvreté.

Il est donc honteux que plus de deux millions d'enfants yéménites ne soient pas scolarisés, que 70 % des filles yéménites soient mariées alors qu'elles sont encore enfants, ce qui les prive automatiquement de l'accès à l'éducation, et que les écoles au Yémen continuent d'être attaquées et utilisées à des fins militaires.

L'Irlande apporte son plein appui aux activités cruciales de l'UNICEF qui s'attaque à ces problèmes d'une importance vitale, notamment en assurant l'accès à l'éducation et en soutenant les enseignants et le personnel scolaire dont les salaires n'ont pas été payés depuis de nombreuses années.

L'Irlande reste profondément préoccupée par les conséquences humanitaires du conflit prolongé au Yémen, aggravées par la poursuite de la violence dans le pays et les graves pressions économiques auxquelles les Yéménites sont actuellement confrontés.

Aujourd'hui, le Secrétaire général adjoint Griffiths nous a répété que les crises humanitaires et économiques au Yémen sont liées au conflit. Le manque de carburant entrant dans le port de Hodeïda affecte

directement et indirectement la capacité de millions de Yéménites d'accéder à la nourriture. La hausse du prix du carburant entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires. Aujourd'hui, peu de gens peuvent se permettre d'acheter la nourriture proposée dans les magasins au Yémen. N'oublions pas que les effets de la famine, aussi horribles soient-ils, ne sont pas seulement immédiats mais aussi intergénérationnels. Les effets sont intergénérationnels. Les effets des retards de croissance et de l'éducation perdue compromettront la capacité des Yéménites de reconstruire leur pays une fois que ce conflit sanglant prendra fin. En d'autres termes, l'avenir du Yémen sera marqué par la famine pour les décennies à venir. Nous demandons la levée des restrictions frappant les importations via le port de Hodeïda, le paiement des salaires des fonctionnaires et la préservation et le renforcement de l'accès humanitaire essentiel à toutes les personnes dans le besoin.

**M. Ladeb** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Mohamed Khaled Khiari, M. Martin Griffiths et M<sup>me</sup> Henrietta Fore de leurs précieux exposés sur la situation au Yémen. Je salue également la présence du Représentant permanent du Yémen à la présente séance.

La crise multidimensionnelle au Yémen dure depuis plusieurs années. Les conditions de sécurité, les conditions de vie et les situations humanitaire et sanitaire dans le pays n'ont cessé de se détériorer. Malgré les efforts diplomatiques, les combats se poursuivent dans de nombreuses régions, alors que la solution politique est dans l'impasse et que les parties au conflit insistent sur l'option militaire. Cette situation a entraîné des milliers de morts, des millions de déplacés parmi les Yéménites, la destruction à grande échelle des infrastructures et une crise humanitaire sans précédent, et elle a été encore aggravée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les récentes inondations.

Dans ce contexte, la Tunisie réaffirme qu'elle est fermement convaincue que les options militaires ne feront qu'entraîner de plus grandes souffrances pour le peuple yéménite et que l'on ne pourra sortir de la crise que grâce à un règlement politique fondé sur un cessez-le-feu immédiat et global et grâce à la participation active des parties au conflit à un dialogue politique qui privilégie avant tout les intérêts du Yémen et conduise à un règlement qui permette de rétablir la sécurité et la stabilité au Yémen tout en préservant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. En outre, la Tunisie souligne que le processus politique doit

être inclusif et que les femmes et les jeunes doivent y participer activement.

Nous saluons la nomination de M. Hans Grundberg comme Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et nous soulignons notre appui aux efforts constants déployés par l'ONU, la communauté internationale et la région pour mettre fin aux hostilités et lancer le processus politique et les négociations entre les parties au conflit. Par ailleurs, nous rappelons qu'il est impératif de mettre fin aux opérations militaires, en particulier aux attaques perpétrées par les houthistes dans la province de Mareb, car elles compliquent davantage la crise et mettent en danger la vie des civils. La Tunisie réitère sa condamnation des attaques répétées des houthistes sur le territoire du Royaume d'Arabie saoudite, et nous demandons qu'il y soit mis fin. En outre, nous soulignons que les parties doivent s'abstenir d'attaquer les civils et respecter leurs engagements conformément au droit international humanitaire.

La détérioration de la situation humanitaire au Yémen est une source de profonde préoccupation. Les conditions de vie et la situation économique continuent de se détériorer, comme nous l'a dit M. Martin Griffiths, et la situation sanitaire continue de se dégrader à cause de la COVID-19 et d'autres pandémies et maladies, en plus de la baisse du pouvoir d'achat et de la détérioration de la situation alimentaire. Des millions de Yéménites sont au bord de la famine, et des millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. En outre, plus de 2 millions d'enfants en âge scolaire ne peuvent pas être scolarisés, et les déplacements internes se poursuivent. Cette situation a aujourd'hui des conséquences très graves à différents niveaux et continuera à en avoir à l'avenir. Dans ce contexte, nous réaffirmons qu'il est nécessaire de permettre un accès sans entrave de l'aide humanitaire et médicale et d'ouvrir les ports maritimes et les aéroports pour la livraison des produits de première nécessité au peuple yéménite. Par ailleurs, nous soulignons qu'il importe de financer suffisamment les opérations humanitaires en particulier, étant donné que le nombre de personnes dépendant de cette aide humanitaire continue d'augmenter et que les conditions de vie continuent de se détériorer dans un contexte d'opérations militaires continues, entraînant des déplacements et la destruction des infrastructures.

La présence continue du *FSO SAFER* alors que sa structure se détériore fait planer la menace d'une catastrophe écologique, économique et humanitaire sans précédent dans la région. Par conséquent, nous

appelons les houthistes à mettre en place les conditions nécessaires pour que les experts internationaux puissent effectuer l'inspection technique et les réparations nécessaires sur le pétrolier dans les meilleurs délais.

**M. Kiboino** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à M. Martin Griffiths, en sa nouvelle qualité de Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, avec qui nous nous réjouissons de travailler. Nous remercions également le Sous-Secrétaire général Mohamed Khaled Khari et la Directrice générale de l'UNICEF Henrietta Fore de leurs exposés. Nous nous félicitons de la participation à la présente séance du Représentant permanent du Yémen. Nous saisissons également cette occasion pour féliciter M. Hans Grundberg pour sa nomination comme nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Nous lui souhaitons plein succès et l'assurons de notre coopération.

Quelle que soit la façon dont on l'aborde, le conflit prolongé au Yémen ne fait pas de gagnants, mais seulement des perdants. Celles et ceux qui paient le plus lourd tribut, ce sont les personnes vulnérables, c'est-à-dire les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes âgées, qui prient quotidiennement pour qu'il soit mis fin à la guerre civile dévastatrice et pour que la paix revienne et, avec elle, la possibilité de reconstruire leur vie et d'être à nouveau capables de se débrouiller seuls.

L'absence persistante de progrès sur le volet politique, notamment les négociations sur un cessez-le-feu qui sont dans l'impasse, est décevante. Elle illustre l'incapacité des parties de donner la priorité aux besoins de leur peuple. Nous appelons toutes les parties prenantes yéménites à prendre conscience qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit. Le moment est venu pour elles de se remettre en question et de participer de manière constructive à un processus inclusif dirigé et contrôlé par les Yéménites, avec le concours de l'ONU et des partenaires régionaux et internationaux.

Dans le cadre d'un tel processus, les parties doivent être disposées à faire les compromis nécessaires pour sortir de l'impasse actuelle et parvenir à un cessez-le-feu effectif à l'échelle nationale dans un délai convenu et, à terme, à une solution politique durable et négociée au conflit. Nous restons préoccupés par l'escalade des combats à Mareb, à Abiyan, à Beïda, à Hodeïda, à Jaouf, à Taëz et dans d'autres régions. Il est particulièrement préoccupant que certaines parties aient recruté des enfants pour les envoyer combattre. Le Kenya réitère

qu'il condamne l'utilisation d'enfants dans le cadre d'entraînement militaire ou sur les lignes de front, ou même leur exposition à des armes de guerre.

Le message de félicitations envoyé par Al-Qaida dans la péninsule arabique aux Taliban est révélateur du fait que les récents événements en Afghanistan pourraient inspirer et enhardir les groupes djihadistes dans la région et au-delà. Il importe que le Conseil de sécurité réagisse de manière unie et ferme pour contrer ces menaces à l'échelle mondiale.

Le Kenya est gravement préoccupé par l'aggravation de la situation humanitaire, notamment par le risque accru de famine auquel sont exposées plus de 20 millions de personnes. Nous continuons d'appuyer les appels lancés en faveur d'une augmentation de l'aide humanitaire, mais aussi de garanties pour l'accès humanitaire. Il convient, à cet égard, d'accorder une attention particulière à la lutte contre la recrudescence des cas de maladie à coronavirus (COVID-19).

Nous sommes également préoccupés par la souffrance de millions d'enfants, dont plus de 2 millions ne sont toujours pas scolarisés en raison du conflit prolongé. Ces derniers n'auront pas la capacité d'avoir des moyens de subsistance dignes de ce nom et risquent de ce fait de venir grossir les rangs des groupes armés et terroristes.

Le Kenya salue les efforts entrepris par l'UNICEF pour assurer la continuité de l'apprentissage des enfants au Yémen. Nous appelons la communauté internationale à renforcer son soutien au secteur de l'éducation, notamment en veillant à ce que les professeurs reçoivent leur salaire et puissent continuer à enseigner.

Nous condamnons toute attaque perpétrée contre les infrastructures civiles, telles que les écoles et les établissements de santé, ainsi que leur utilisation à des fins militaires. Nous exhortons les parties concernées à renoncer à cette pratique et à permettre aux enfants yéménites de recevoir des soins médicaux, une éducation et d'autres services nécessaires à leur bien-être.

Le nombre croissant d'attaques mystérieuses menées au moyen d'engins explosifs improvisés flottants et d'autres dispositifs explosifs contre des navires au large des côtes yéménites et dans les eaux alentour est très préoccupant. Ces actes menacent la sûreté du transport maritime international et de la navigation et pourraient entraîner des perturbations coûteuses des

échanges et du commerce international dans la région et au-delà.

À cet égard, nous sommes déçus de constater que peu de progrès ont été réalisés pour régler la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER*. Une fois de plus, nous appelons les houthistes à s'engager de manière constructive dans la recherche d'une solution et à éviter une catastrophe écologique.

En conclusion, je réaffirme la solidarité du Kenya avec le peuple yéménite. Nous soutenons les efforts déployés pour trouver des moyens innovants pour aider les Yéménites à surmonter leurs difficultés afin de reconstruire leur pays et leur vie.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés le Sous-Secrétaire général Khiari, le Secrétaire général adjoint Griffiths et la Directrice générale Fore. Je salue la présence du Représentant permanent du Yémen à la présente séance.

Aucun progrès n'a été accompli pour atténuer la crise économique et humanitaire du Yémen ou ses problèmes politiques et de sécurité. La population yéménite, en particulier les enfants, continue de souffrir terriblement. Toutes les parties au Yémen et la communauté internationale doivent redoubler d'efforts pour trouver un moyen de sortir de la situation difficile actuelle.

Premièrement, un cessez-le-feu global doit être instauré dès que possible et le processus de paix doit reprendre rapidement. Une solution militaire n'est pas une option au Yémen; une solution politique est le seul moyen d'y surmonter la crise. Le Secrétaire général a récemment nommé un nouvel Envoyé spécial pour le Yémen, dont toutes les parties attendent beaucoup. Nous espérons que, dès son entrée en fonction, l'Envoyé spécial Grundberg s'acquittera de ses tâches de manière objective et impartiale, conformément à son mandat, écoutera attentivement les vues de toutes les parties, répondra activement aux préoccupations de la communauté internationale afin de promouvoir la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, s'efforcera de parvenir rapidement à un cessez-le-feu global et fera progresser le dialogue et les pourparlers de paix. La Chine a toujours soutenu le travail de l'Envoyé spécial et attend avec intérêt l'exposé de M. Grundberg au Conseil sur son plan de travail et son analyse dès que possible.

Deuxièmement, nous devons tirer pleinement parti du rôle joué par les pays de la région et créer des synergies

pour encourager les pourparlers de paix. Récemment, des pays de la région, comme l'Arabie saoudite et Oman, ont poursuivi leurs efforts de médiation, ce dont la Chine se félicite. L'ONU et les pays de la région doivent comparer en temps utile les conclusions qui ressortent de leurs bons offices et renforcer la coordination et la coopération. Les pays ayant une influence importante sur le Yémen doivent continuer de jouer un rôle actif et constructif pour promouvoir la confiance mutuelle entre toutes les parties au conflit et adhérer à l'orientation générale d'un règlement politique.

La Chine a toujours soutenu activement le processus de paix au Yémen et y a participé de manière constructive. Lorsqu'il s'est rendu dans les pays de la région au cours du premier semestre de cette année, le Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, Wang Yi, a présenté une initiative en cinq points visant à instaurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient. La Chine est prête à continuer de dialoguer et de coordonner étroitement son action avec toutes les parties concernant cette initiative en cinq points, afin de déployer des efforts concertés pour rechercher la paix, instaurer la sécurité et promouvoir le développement au Moyen-Orient.

Troisièmement, nous devons intensifier l'aide humanitaire internationale pour atténuer les difficultés rencontrées sur le plan économique et en ce qui concerne les moyens de subsistance de la population yéménite. Le peuple yéménite souffre de divers maux : guerre, famine, pandémie et inondations. La Chine relève que le Gouvernement yéménite a pris des mesures adaptées et déployé activement des efforts pour redresser l'économie, stabiliser la monnaie et à protéger les moyens de subsistance de la population. La Chine accueille avec satisfaction et soutient ces efforts. La communauté internationale, en particulier les donateurs, doit honorer ses engagements et accroître son aide et son soutien au Yémen. Toutes les parties au conflit au Yémen doivent assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave afin de garantir que les canaux d'acheminement de l'aide humanitaire restent ouverts et que des conditions propices à l'amélioration de la situation humanitaire sont mises en place.

Enfin et non des moindres, en ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, la Chine exhorte une fois de plus les houthistes à communiquer davantage avec les organismes des Nations Unies concernés et à coopérer avec l'équipe technique des Nations Unies pour lui permettre d'accéder au navire dès que possible, afin

de prévenir une catastrophe économique, humanitaire, maritime et écologique évitable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Inde.

Je remercie le Sous-Secrétaire général, Khaled Khiari, et le Secrétaire général adjoint, Martin Griffiths, de leurs exposés. Qu'il me soit permis de saluer tout particulièrement le fait que Martin Griffiths participe à la présente séance en sa nouvelle qualité de Secrétaire général adjoint. Je remercie la Directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore, d'avoir partagé son point de vue sur la situation des enfants au Yémen. Je salue également la présence du Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

L'escalade militaire qui se poursuit à Mareb a déclenché des opérations de contre-offensive dans d'autres provinces du Yémen. De violents affrontements continuent de faire rage le long des multiples lignes de front à travers le Yémen, ce qui compromet les perspectives de paix dans le pays. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir de toute action militaire susceptible de conduire à une nouvelle intensification des hostilités. Nous réaffirmons également l'importance de la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Stockholmet de l'Accord de Riyad, qui est une condition essentielle au maintien du calme et de la stabilité au Yémen. Les pays de la région sont également encouragés à poursuivre leurs efforts, et nous appuyons les initiatives en ce sens.

Tandis que les conditions de sécurité restent précaires, la situation humanitaire s'aggrave de jour en jour. L'augmentation récente des cas de maladie à coronavirus (COVID-19) et du nombre de décès connexes fait craindre une troisième vague de la pandémie. Les récentes pluies torrentielles et les inondations à grande échelle ont entraîné la perte de vies humaines et de biens et, par conséquent, aggravé la situation humanitaire dans le pays. Tous ces événements ne font que souligner la nécessité d'un acheminement régulier, prévisible et sans entrave de l'aide humanitaire et d'un financement adéquat des opérations humanitaires de toute urgence. L'Inde appelle de ses vœux la fourniture d'une aide humanitaire renforcée et efficace à la population yéménite dans l'ensemble du pays, sans aucune discrimination.

La Directrice générale de l'UNICEF nous a parlé des sérieuses répercussions du conflit prolongé sur les enfants yéménites. Ce sont les femmes et les enfants



qui ont le plus souffert pendant ces longues années de conflit au Yémen. Environ 1,7 million d'enfants ont été arrachés à leur foyer et déplacés à plusieurs reprises. Le conflit en cours les a également privés de l'accès immédiat aux soins médicaux de base, à l'eau potable et à l'assainissement. L'éducation des enfants yéménites a également été gravement perturbée. Le recrutement forcé d'enfants et leur endoctrinement dans des camps restent une source de préoccupation. Si elle perdure, cette situation aura des conséquences durables sur toute une génération au Yémen, ainsi que sur l'avenir du pays.

La récente marée noire provoquée par le pétrolier *Dia* au large des côtes d'Aden nous rappelle qu'il est urgent de redresser la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER*. Une marée noire dans la mer Rouge résultant de l'état de délabrement du *FSO SAFER* aurait en effet des conséquences écologiques et humanitaires bien plus graves et durables sur le Yémen et la région. Nous appuyons donc fermement l'appel pour accorder immédiatement à l'équipe des Nations Unies un accès au pétrolier *FSO SAFER*.

Le moment est venu pour la communauté internationale, et en particulier pour le Conseil, de redoubler d'efforts en vue d'une cessation immédiate des hostilités. En tant qu'amie de longue date du Yémen, l'Inde, dont les liens historiques avec ce pays ont été nourris et renforcés au cours des siècles, réitère son appel à un cessez-le-feu national urgent, suivi d'un processus politique robuste et inclusif, dans le plein respect de l'unité, de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Yémen. C'est le seul moyen d'aboutir à une paix durable au Yémen.

À cet égard, nous saluons la nomination de Hans Grundberg, de la Suède, en tant que nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et nous espérons qu'il insufflera un nouvel élan aux négociations, qui sont dans l'impasse. Nous demandons instamment à toutes les parties au Yémen de mettre immédiatement fin aux combats et de dialoguer de bonne foi avec l'Envoyé spécial, sans aucune condition préalable, pour le bien-être du peuple yéménite.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant du Yémen.

**M. Al-Saadi** (Yémen) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence

du Conseil de sécurité pour ce mois. Je vous souhaite plein succès, à vous et à votre aimable délégation. Je tiens également à remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent de la France, pour la réussite de sa présidence le mois dernier.

Je remercie mon cher frère le Sous-secrétaire général Khaled Khiari de son exposé, et je salue la présence parmi nous aujourd'hui de M. Martin Griffiths, qui nous a informés de l'évolution de la situation humanitaire au Yémen depuis qu'il a pris ses nouvelles fonctions. Je lui souhaite beaucoup de succès. Nous sommes prêts à coopérer avec lui afin de qu'il puisse mener à bien les tâches qui l'attendent.

Le Gouvernement yéménite salue une nouvelle fois la nomination de M. Hans Grundberg en tant que nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Il peut compter sur notre plein appui dans ses efforts pour relancer le processus politique et parvenir à une solution politique globale afin de mettre un terme au coup d'État et à la guerre alimentée par les milices houthistes. Nous demandons que les efforts engagés récemment soient poursuivis et renforcés, tout en déconseillant toutes les nouvelles pistes et idées qui ne feraient que prolonger les souffrances du peuple yéménite sans consolider les résultats obtenus jusqu'à présent. Par ailleurs, je remercie M<sup>me</sup> Henrietta Fore de son exposé.

Le peuple yéménite ne peut supporter davantage de souffrances humanitaires ou des charges supplémentaires. Les milices houthistes, appuyées par le régime iranien, poursuivent leur approche destructrice et leur agression contre le pays et son tissu social. Elles continuent de faire preuve d'intransigeance et d'arrogance, tout en rejetant toutes les solutions et initiatives régionales et internationales visant à instaurer une paix globale et durable. Les milices houthistes poursuivent leur escalade militaire contre des villes et des camps de déplacés tout en prenant pour cible des civils et des biens civils dans le Royaume frère d'Arabie saoudite.

Le Gouvernement yéménite, représenté par S. E. M. Abdrabuh Mansour Hadi, Président de la République, souligne une fois de plus son empressement à mettre fin au conflit, qui a provoqué la pire crise humanitaire et le déplacement de millions de Yéménites. Nous avons répondu positivement aux différentes options et tentatives visant à instaurer la paix et à mettre fin à cette guerre détestable et absurde afin de maintenir

la sécurité, l'unité et la stabilité du Yémen et d'atténuer les souffrances humanitaires.

Nous avons accepté de faire des compromis afin de mettre un terme à l'effusion de sang parmi le peuple yéménite et de parvenir à un règlement politique global, conformément aux mandats politiques convenus, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015). Ces mandats constituent la base d'un véritable partenariat national et d'une coexistence pacifique entre tous les segments de la population yéménite. Ils ouvrent la voie à un Yémen nouveau et démocratique.

À cet égard, nous soulignons la nécessité pour la communauté internationale et le Conseil de sécurité d'assumer leurs responsabilités et de faire pression sur les milices houthistes pour qu'elles choisissent la paix et mettent fin à l'escalade de la violence et au meurtre de Yéménites. L'absence d'action décisive a encouragé les milices à poursuivre la guerre et à rejeter les initiatives de paix et tout dialogue avec la communauté internationale et le Conseil de sécurité. Nous attendons avec impatience le déploiement d'efforts régionaux et internationaux constructifs pour parvenir à une solution politique au Yémen, avec des résultats positifs répondant aux aspirations du peuple yéménite à la stabilité, à la sécurité et au développement, tout en atténuant les souffrances humanitaires qu'il endure depuis le coup d'État perpétré par les milices houthistes en 2014. Tous les Yéménites souhaitent vivre en paix et jouir de la stabilité et de la prospérité. Ils veulent surmonter les difficultés actuelles causées par le coup d'État et se diriger vers la reconstruction tout en s'attaquant aux répercussions économiques et humanitaires du conflit.

Les milices houthistes ont utilisé Hodeïda et ses ports comme base pour préparer et lancer des navires piégés contrôlés à distance, poser des mines marines et se livrer à la piraterie. Cela constitue une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales, notamment parce que ces actes visent, de manière inédite, les voies de navigation et de commerce internationales, ce qui, à son tour, compromet la sécurité énergétique mondiale sur l'une des plus importantes voies maritimes internationales en mer Rouge et dans le détroit de Bab el-Mandab. Ces milices utilisent également l'Accord de Stockholm pour déstabiliser le Yémen et la région, tout en prenant pour cible des civils et des biens civils

à Hodeïda, où des dizaines de tentatives d'attaques par les milices houthistes, avec l'appui du régime iranien, ont été déjouées. Les milices imposent des restrictions et créent des obstacles pour entraver l'action de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH). Le Gouvernement a souligné à de nombreuses reprises devant ce Conseil la nécessité de transférer le siège de la MINUAAH hors des zones contrôlées par les houthistes afin qu'elle puisse exécuter son mandat.

Les attaques continues des milices houthistes contre la province de Mareb et les attaques systématiques menées contre des civils et des camps de déplacés, à l'aide de missiles balistiques, de drones et de diverses armes lourdes, ont entraîné une aggravation des souffrances de plus de 2 millions de personnes déplacées. Elles ont également conduit au meurtre de civils, en majorité des femmes et des enfants, en plus des tueries quotidiennes perpétrées par ces milices qui utilisent des armes lourdes et moyennes dans les zones habitées de Taëz. Des tireurs embusqués ont également pris pour cible des civils, causant un nombre important de victimes. Il s'agit de crimes contre l'humanité et d'une violation flagrante du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Nous appelons la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'homme à assumer leurs responsabilités juridiques et éthiques face à ces crimes systématiques contre des civils et des personnes déplacées, qui visent à contrecarrer les efforts internationaux en faveur de la paix. Nous appelons également le Conseil de sécurité à assumer son rôle, à mettre fin à ces attaques, à soulager les souffrances du peuple yéménite et à oeuvrer activement en faveur d'une solution politique pour mettre fin au conflit.

Les milices houthistes font également obstacle aux efforts de secours des organisations internationales et des organismes des Nations Unies dans les zones qu'elles contrôlent. Elles adoptent des politiques d'affamement, tout en faisant fi de la souffrance humanitaire endurée par des millions de Yéménites et de la perte de leurs moyens de subsistance. Ces milices exploitent la situation tragique des Yéménites pour tromper la communauté internationale. Nous demandons qu'il soit mis fin à ces pratiques afin que l'aide humanitaire puisse parvenir aux millions de personnes dans le besoin. Nous demandons également que les milices mettent fin à leurs tentatives d'élargir l'ampleur de la catastrophe humanitaire.

Les efforts considérables déployés par le Gouvernement yéménite pour atténuer les répercussions

économiques destructrices de la guerre sont insuffisants. À cet égard, nous réitérons notre appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue d'urgence aux efforts du Gouvernement et soutienne les mesures et plans qu'il met en place pour stabiliser l'économie et parer les conséquences dangereuses de la catastrophe humanitaire qui s'amplifie. C'est possible au moyen d'un soutien aux efforts visant à renforcer la capacité de l'économie nationale et à prévenir l'effondrement de la monnaie nationale par l'adoption d'un certain nombre de mesures, telles que la mise en place d'un mécanisme de décaissement des fonds des donateurs destinés aux opérations d'urgence au Yémen par l'intermédiaire de la Banque centrale du Yémen, ce qui contribuerait à soutenir la valeur de la monnaie nationale et la stabilité économique, ainsi qu'en tenant compte des priorités et des besoins en matière de développement dans toutes les interventions humanitaires afin de parvenir à un relèvement rapide, l'accent étant mis sur les activités économiques au niveau communautaire, sur la réalisation des objectifs de développement durable et sur la transition des opérations de secours à l'appui aux domaines de développement et aux secteurs économiques productifs.

Le Gouvernement yéménite tient les milices houthistes entièrement responsables de tout dommage

qui pourrait être causé par le pétrolier *FSO SAFER* après qu'elles ont fait obstacle à l'accès de l'équipe technique des Nations Unies pour entreprendre une évaluation technique et des travaux de maintenance. Nous mettons en garde contre la pire catastrophe que pourrait ainsi connaître la mer Rouge, qui aurait de graves conséquences économiques, humanitaires et environnementales si la pire marée noire de l'histoire venait à se produire en raison du refus répété des houthistes. Cette marée noire détruirait les écosystèmes de la mer Rouge, provoquerait l'effondrement du secteur de la pêche dans la région et aurait des répercussions sur les voies de navigation internationales et sur l'économie mondiale. Nous demandons une nouvelle fois à l'Organisation des Nations Unies de redoubler d'efforts pour avoir accès au pétrolier et de prendre sans délai les mesures qui s'imposent avant la survenue de cette catastrophe imminente.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur ma liste. Je vais à présent lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

*La séance est levée à midi.*